



# Convergences Syndicales

**Bulletin trimestriel FSU 80 n° 52 avril - mai - juin 2009 - Supplément n°1**  
Directeur de publication : Michel Dubuis - CPPAP n°422d73 - Dépôt légal : 1er trimestre - IPNS

- Non aux suppressions de postes et aux plans sociaux,
  - pour l'augmentation générale des salaires,
  - en défense des services publics, de la sécurité sociale et du système de retraite par répartition,

## **1er mai unitaire :** **manifestons, tous ensemble !**

**A l'appel de la CFDT, de la CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA**

### **Les manifestations, dans l'Aisne :**

**Laon** : 10 h - Pont de Vaux  
**Saint Quentin** :  
10 h 30 - Place de la Liberté  
**Soissons** : 10 h - Square St Pierre  
**Château-Thierry** :  
10 h - Place Jean-De-La-Fontaine  
**Chauny** : 10 h 30 - Hôtel de Ville  
**Hirson** : 11 h - Salle des Travailleurs

### **Dans l'Oise :**

**Beauvais** :  
10 h - Place du Jeu de Paume  
**Compiègne** : 10 h - Cours Guynemer  
**Creil** : 10 h - Faïencerie  
**Méru** : 10 h - Salle Charles-de-Gaulle

### **Dans la Somme :**

**Abbeville** : 10 h - Place du Pilori  
**Amiens** : 10 h - Maison de la Culture  
**Frville-Escarbotin** :  
10 h 30 - Place Jean-Jaurès  
**Ham** : 10 h - Mairie  
**Péronne** : 10 h - Place de la Mairie

## **Salariés du privé et du public, tous ensemble !**

Le site internet du SNASUB académique vous informe :  
<http://snasub-amiens.bernard-g.com/>

+ de 60.000  
visiteurs !

Renforcez l'action syndicale,  
adhérez ou ré-adhérez  
au SNASUB/FSU (dernière page)

### **SNASUB / FSU de l'académie d'Amiens**

Syndicat national de l'administration scolaire, universitaire  
et des bibliothèques / Fédération syndicale unitaire

**Siège académique** : 9, Rue Dupuis 80000 AMIENS  
Téléphone / Fax : 03.22.72.95.02

Adresse électronique : [snasub.amiens@wanadoo.fr](mailto:snasub.amiens@wanadoo.fr)  
Sites internet nationaux : [www.snasub.fsu.fr](http://www.snasub.fsu.fr) et [www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)



# ***La crise, c'est eux, la solution c'est nous !***

**Dans le prolongement des journées de mobilisation du 29 janvier et du 19 mars derniers, le 1er mai 2009 revêt un caractère inédit** : pour la première fois depuis 1947, il sera unitaire puisque l'ensemble des organisations syndicales qui composent l'intersyndicale nationale interprofessionnelle a souhaité continuer d'agir ensemble. Du coup, il constituera un rendez-vous incontournable pour qui veut construire dans le pays **un puissant mouvement unifiant les salariés du privé et du public**, en lien avec les privés d'emplois comme avec les retraités, **pour imposer des revendications répondant à l'urgence sociale** :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois (RGPP, suppressions de postes de fonctionnaires et plans sociaux dans les entreprises privées) : un emploi c'est un droit !**

- **l'augmentation générale des salaires et des pensions, pour vivre dignement !**

- **le maintien et l'amélioration des services publics, de la sécurité sociale et du système de retraite par répartition, en bref de tous les mécanismes sociaux solidaires qui permettent une redistribution des richesses moins injuste.**

---

## **Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique :**

**UGFF CGT - UFFA CFTD - FGF FO - UNSA FONCTIONNAIRES  
- FSU - SOLIDAIRES - CFTC - CGC**

*Dans le prolongement des puissantes journées d'action des 29 janvier et 19 mars, les organisations syndicales de la Fonction Publique s'inscrivent pleinement dans l'appel interprofessionnel du 30 mars « à faire du 1er mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat » et dans les mobilisations communes en cours.*

Elles soulignent que pour la Fonction publique, le gouvernement persiste à refuser d'ouvrir de véritables négociations sur les demandes formulées par l'ensemble des organisations syndicales concernant les salaires, l'emploi public et les missions.

Elles constatent au contraire la poursuite de la politique régressive du gouvernement, encouragée par le patronat, dans un contexte de crise qui appelle plus et mieux de service public tant pour les usagers que pour les personnels.

### **En cohérence avec l'appel interprofessionnel, elles appellent donc les syndicats et les personnels :**

- à construire dès maintenant la journée de mobilisation du 1er mai, en poursuivant et amplifiant les mobilisations en cours auxquelles elles apportent leur soutien.

- **à impulser des mobilisations sous des formes diversifiées, dans tous les territoires, en articulation avec les initiatives interprofessionnelles afin d'organiser les solidarités (motions, pétitions, rassemblements, manifestations, interpellations des préfets et des parlementaires,...).**

### **Avec les personnels, elles continuent d'exiger :**

- l'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009,

- **le retrait des articles relatifs à « l'accompagnement financier des mobilités », au « bénéfice de la réorientation professionnelle », à la « généralisation du cumul d'emplois à temps non complet » et au « remplacement et intérim » du projet de loi relatif à la mobilité,**

- le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels, et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité, et l'aggravation des conditions de travail,

### **Avec les personnels, elles demandent l'ouverture de négociations portant sur :**

- **l'augmentation significative de la valeur du point et la réévaluation de l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents,**

- les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

**Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité, dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.**

## ***Rénovation de la grille de la catégorie B : très loin du compte !***

**Le ministère de la Fonction publique a communiqué, mardi 7 avril, aux organisations syndicales ses propositions pour la « rénovation de la grille de la catégorie B ».**

**Comme les autres organisations non signataires du volet « carrière » du relevé de conclusions des discussions salariales de février 2008, la FSU a été écartée des négociations, qui se sont donc déroulées avec des organisations ne recueillant que 37% des suffrages.**

Pour la FSU, la « rénovation » de la grille des rémunérations de la Fonction publique aurait dû permettre de traiter de la reconnaissance des qualifications, et de la requalification des emplois. Le ministre chargé de la Fonction publique renvoie ces sujets aux employeurs, ministères ou collectivités. Elle aurait dû être l'occasion de négocier l'intégration des indemnités dans le traitement. Non seulement, il n'en est pas question dans les propositions présentées, mais la volonté de différencier les rémunérations selon la fonction et la performance est toujours plus affirmée, au préjudice de la protection sociale des agents.

**Les propositions ministérielles basées sur un allongement des carrières affichent un relèvement à terme des indices de fin de carrière et dans une moindre mesure des toutes premières années suivant le recrutement. Ces progrès sont financés par des régressions importantes au cours de la carrière ; à ancienneté égale, le traitement lié à la nouvelle grille peut connaître une baisse allant jusqu'à 200 ? mensuels par rapport à la grille actuelle.**

Le financement consacré aux mesures présentées s'avère particulièrement limité. En moyenne et à terme, du fait de ces mesures, les agents concernés verront leurs rémunérations améliorées de moins de 2,5%. Cette moyenne cache des disparités importantes. En outre, les agents non titulaires ne sont en rien assurés de bénéficier d'une quelconque retombée des mesures annoncées pour les fonctionnaires.

**Enfin, ces mesures seront loin de connaître une application immédiate, puisque selon les ministères et les employeurs publics, il est envisagé un étalement jusqu'en 2011.**

La FSU considère que les propositions gouvernementales pour la catégorie B ne sauraient faire le compte. Elle considère que le chantier de la reconstruction de la grille reste entier, et s'inquiète de ce que le gouvernement considère avoir traité la situation des agents de catégorie C dans le cadre des « accords Jacob » et annonce l'ouverture de celui qui concerne la catégorie A avec les mêmes orientations et en refusant toujours d'associer à la négociation l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

**La FSU appelle les personnels de la Fonction publique à manifester très nombreux le 1er mai et à développer les mobilisations en cours.**

Les Lilas, le 9 avril 2009

